

La situation est critique mais des alternatives prennent forme...

Coralie Ladavid, secrétaire politique à la Fédération des maisons médicales

.....

L'austérité n'est pas la bonne solution pour relever l'Europe, et elle creuse les inégalités sociales de santé. D'où viendra la réorientation des politiques menées jusqu'ici ? Constatant la relative impuissance des gouvernements, l'auteur en appelle au mouvement citoyen.

.....

Mots clefs : inégalités sociales, droits sociaux, démocratie, citoyenneté.

....

Les chiffres nous feraient tourner la tête !

On nous annonce que les belges « moyens » n'ont jamais été aussi riches.

« Les Belges sont plus riches que jamais, d'après le journal De Tijd. Celui-ci se base sur des informations de la Banque nationale et du service public fédéral Economie. La fortune moyenne par habitant s'élève à 165.300 euros, dont 96.600 euros sont des biens immobiliers¹ ».

On nous dit aussi que les fortunes belges ont atteint un sommet historique en 2012.

« La richesse globale des Belges a encore augmenté, pour atteindre un niveau record à la fin du mois de juin 2012. Au deuxième trimestre de cette année, le patrimoine financier des Belges a atteint son plus haut niveau historique : 981 milliards d'euros, selon les statistiques publiées vendredi par la Banque nationale de Belgique. Compte tenu des dettes des particuliers, lesquelles s'élèvent à 210,8 milliards d'euros en tout, le patrimoine financier net des Belges s'élève à 770,2 milliards d'euros. La majeure partie de la hausse de la fortune des Belges provient des variations des cours des actions² ».

Les chiffres du produit intérieur brut belge³ n'ont fait qu'augmenter, c'est vrai mis à part une chute en 2009 suite à la crise financière et

une petite chute cette année, comme on le voit dans le graphique ci-dessous. Mais ne peut-on faire un parallèle entre l'augmentation du capital et le ralentissement du produit intérieur brut ? A force de dire qu'on est en période de crise, d'austérité, les belges ont tendance à économiser plutôt qu'à consommer : ils ont un profond sentiment d'insécurité et veulent thésauriser, au cas où.

Il y a quelques mois, la secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté, Maggie De Block annonçait qu'une personne sur sept vivait sous le seuil de pauvreté en Belgique et que ce nombre était en augmentation⁴.

....

Le Belge moyen n'existe pas

Quel paradoxe ! En moyenne, les Belges sont de plus en plus riches alors que le nombre de personnes en état de pauvreté socio-économique augmente. En fait, la moyenne est « tirée vers le haut » par des riches de plus en plus riches et les inégalités se creusent.

Ces inégalités sont source de mal-être : « La croissance ne fait pas le bonheur », c'est le titre du numéro 38 de la revue de l'université catholique de Louvain *Regards économiques* écrit par Isabelle Cassiers et Catherine Delain⁵. Ces auteurs soulignent que, depuis le début des années 70, la satisfaction de vie (subjective) a diminué en Belgique malgré l'augmentation du produit intérieur brut. Différents paramètres expliquent ce constat, notamment le phénomène de comparaison sociale : les individus comparent leur richesse à celle des autres. Autrement dit, plus

● La situation est critique mais des alternatives prennent forme...

les inégalités sont grandes, plus les frustrations sont grandes.

● ● ● ● Austérité : où est l'argent ?

En même temps, l'Etat est en difficulté financière, entre autres à cause du sauvetage des banques ; il doit passer par une période d'austérité pour remettre les comptes dans le vert, réaliser à tout prix des économies et réduire le déficit de l'Etat pour suivre le diktat européen.

Le Gouvernement a dès lors imaginé toute une série de mesures... qui, malheureusement, ne visent pas seulement les lieux où se trouve l'argent... Par exemple le droit aux allocations de chômage va être limité dans le temps pour les nouveaux chômeurs... Mais a-t-on vérifié qu'il y a assez d'offres d'emplois ? Du travail, il y en a pour tout le monde sans doute, mais de l'emploi ? Les personnes concernées par ces mesures vivent déjà souvent en dessous du seuil de pauvreté ; que vont-elles devenir si elles ne trouvent pas de travail ?

Les exclusions sont massives, des indemnités de chômage mais aussi des indemnités d'incapacité de travail ou d'invalidité. Le seul recours possible pour les personnes sans revenu est le CPAS qui voit les demandes croître d'année en année. Ainsi, le service public fédéral de Programmation d'Intégration sociale⁶ annonçait début mai que le nombre de personnes bénéficiant du revenu d'intégration sociale était passé de 83.038 (moyenne mensuelle) en 2008 (avant la crise) à 94.947 en 2012.

Le plus inquiétant, c'est que cette augmentation concerne surtout les jeunes de moins de 25 ans.

● ● ● ● Réformes et patate chaude

Les mesures d'économies sont envisagées à court terme et reportent les problèmes en cascade : le fédéral fait des économies qui se répercutent sur les entités régionales ou communautaires, et in fine sur les communes qui doivent les pallier.

Mais ce dernier échelon ne pourra pas éponger les économies fédérales : par exemple, les communes doivent combler les déficits des CPAS qui augmentent suite à l'attribution du revenu d'intégration sociale aux personnes exclues du chômage ou de l'incapacité de travail. Et ces demandes sont toujours plus nombreuses... c'est l'étranglement. De plus, l'Etat fédéral profite du temps de mise en œuvre de la réforme institutionnelle et du transfert de compétences pour supprimer certains dispositifs en place et transférer les compétences – mais sans transférer les moyens. Il a ainsi supprimé l'exonération fiscale pour l'isolation des biens immobiliers ; cette matière va être transférée aux régions qui pourront mener des politiques actives dans ce domaine mais sans avoir reçu de financement puisqu'il n'y a plus de budget en la matière au niveau fédéral. Ce mécanisme a été utilisé dans différents domaines.

Depuis quelques années, l'Etat fédéral, mais également les communes et les CPAS vendent leurs biens (immeubles...) pour boucler les

budgets ; cette technique n'est valable qu'à très court terme pour amener de la trésorerie. Par contre, elle appauvrit à long terme. En matière de politique d'emploi, la logique est similaire : le pouvoir public diminue globalement l'effectif de ses agents en ne remplaçant qu'un tiers des départs à la retraite. Tous ces emplois non renouvelés, ce sont des emplois supprimés.

Pourtant, de plus en plus de voix s'élèvent pour affirmer que l'austérité n'est pas la bonne solution aux difficultés rencontrées en Europe. L'expérience des politiques d'« ajustement structurel » menées dans les pays en développement pendant les années 70 l'a prouvé. Par ailleurs, trois économistes américains viennent de démontrer qu'une célèbre étude menée par de brillants économistes de Harvard, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff⁷, avait abouti à des conclusions fausses... suite à une erreur de tableur Excel. Les auteurs avaient démontré qu'une dette publique supérieure à 90% du produit intérieur brut engendre, en moyenne, une récession de 0,1%. Problème : en refaisant les calculs, le résultat serait en fait un taux de croissance de... 2,2% ! En effet, la dette ralentit certes la croissance mais de manière progressive et lente ; il n'existe pas de seuil au-delà duquel surgirait une récession brutale. Le pire, c'est que cette étude a servi à promouvoir les politiques d'austérité en Europe.

● ● ● ● La crise et ses vilains dessous

Et nous, travailleurs de maisons médicales, qu'observons-nous au quotidien ?

Nous observons tous les jours les difficultés grandissantes de personnes vulnérables. Ces difficultés touchent non seulement au niveau économique (difficultés à se loger, se soigner, manger de façon équilibrée...) mais également et surtout à la place que l'on peut occuper dans la société.

Perte de repères, déstructuration importante du lien social et de la personnalité ; les familles sont éclatées, les personnes sont de plus en plus isolées. Les tâches de la vie quotidienne deviennent parfois de vrais casse-tête. Comment organiser un déménagement quand on n'a même pas un ami ou de la famille possédant une voiture ? Comment faire garder son enfant malade quand on est isolé et qu'on ne peut compter sur personne ? Nous assistons aussi à une augmentation importante des problèmes de santé mentale.

Actuellement, nous voyons augmenter le nombre de chômeurs et de travailleurs pauvres qui ne parviennent pas à payer leurs médicaments ou leurs factures hospitalières. Comment se soigner et rester en bonne santé lorsque les revenus sont en dessous du seuil de pauvreté ? La pauvreté, cela signifie des conditions de logement plus qu'aléatoires, des enfants grandissant dans des familles matériellement et culturellement très instables, avec toutes les conséquences que l'on imagine, dont une détérioration de la santé.

Toutes les statistiques de santé publique montrent que les conditions sociales ont un impact sur l'état de santé, que la pauvreté entraîne le renoncement aux soins et même une diminution de l'espérance de vie^{8, 9}. Pourquoi les chômeurs doivent-ils

supporter doublement, triplement les conséquences de la crise ? En cette période de pénurie d'emploi pour tous (même si l'on sait que certaines niches ne sont pas rencontrées et que des incitations à la formation sont nécessaires), ils sont les boucs émissaires de dysfonctionnements économiques qui les dépassent. De nouveaux types d'exclus sont ainsi créés, et la liste commence à s'allonger de manière inquiétante.

L'autre grande perdante, c'est la sécurité sociale, dont un pan entier est asphyxié, ce qui ne pourra que mettre à mal ses autres constituants. La déstructuration de la solidarité nationale, dont l'impact est si concret dans notre vie quotidienne est symptomatique d'une progression disproportionnée des valeurs de l'argent face à celles de la cohésion sociale¹⁰.

La santé de la population se dégrade toujours plus : c'est une véritable bombe à retardement avec des effets prévisibles à court, moyen et long terme.



● La situation est critique mais des alternatives prennent forme...

●●●● Paralysie ou chaos ?

Tout cela, ce sont les conséquences d'une économie débridée sans la moindre considération pour l'humanité. La situation que nous vivons actuellement n'est pas suffisamment questionnée : elle est entérinée par les gouvernements qui sont souvent pieds et poings liés par leurs dettes et les agences de notations. Nos élus politiques semblent paralysés et impuissants face aux enjeux qui se présentent à eux.

Tout le monde peut être d'accord pour dire que nous sommes en période de « crise » économique, environnementale, sociétale... Mais quel pouvoir politique ose questionner fondamentalement le système global actuel qui montre manifestement ses limites ?

Quel parti ou homme/femme politique ose porter des réformes d'envergure ? Et d'ailleurs, faut-il attendre cela du politique ? Lui qui doit, pour avoir des chances d'être réélu, prendre des mesures populaires dont l'effet soit perceptible dans les 4 ans... Lui qui doit composer dans des coalitions parfois contre nature et des sensibilités nord/sud pas toujours très compatibles...

Si l'on veut une révolution pour changer radicalement les concepts tout en ne provoquant pas le chaos, c'est le mouvement citoyen qui pourra la susciter. La pression populaire peut faire bouger le politique, puisqu'il doit plaire à l'électeur.

●●●● Soyons fous !

Diverses formes de résistance naissent et se multiplient : « On arrête tout, on résiste et c'est pas triste »¹¹ ! Le n° 57 de *Santé conjugulée* a d'ailleurs proposé un petit panorama de ces alternatives qui se profilent comme « une transition d'une société néolibérale vers une société plus égalitaire, plus démocratique et plus soutenable pour la planète »¹².

Le succès de la NewB¹³ par exemple montre que de nombreuses personnes veulent un système financier utile à l'économie réelle et sur lequel elles peuvent avoir une certaine maîtrise. Les grèves récentes organisées par les syndicats contre l'austérité montrent que les syndicats recommencent à se mobiliser pour des problèmes de société et qu'ils ne se centrent pas uniquement sur les conditions salariales des travailleurs. Le collectif Roosevelt 2012¹⁴ propose 15 mesures concrètes pour sortir de la logique d'austérité et d'inégalités sociales à laquelle nous sommes contraints aujourd'hui. Le secteur de l'économie sociale est en croissance et de plus en plus de personnes ont recours aux services non marchands. Les potagers collectifs, les réseaux d'échanges de biens ou de savoirs foisonnent dans les villes, des liens sociaux se reconstruisent ici et là.

Et ce ne sont que quelques exemples. Chacun peut à un niveau ou à un autre s'engager au sein de ces mouvements. La Fédération des maisons médicales a choisi de le faire : les maisons médicales sont acteurs de changement par le projet politique qu'elles mènent. Quotidiennement, elles œuvrent pour

donner accès aux soins de santé à un grand nombre de personnes, elles soutiennent les patients pour qu'ils développent leur esprit critique sur le système de santé, sur leurs propres comportements de santé et pour qu'ils fassent des choix en connaissance de cause. Elles organisent également des actions communautaires en santé à partir des gens, en valorisant leurs savoirs faire, leurs connaissances et en co-construisant avec eux. Au-delà du soin, c'est bien l'ensemble des déterminants de la santé qui est pris en compte.

Je ne peux m'empêcher de penser qu'il y a de l'espoir et que la population aura la force de porter les changements. Pour cela, il faut que nous soyons beaucoup à porter cet espoir. Par les petites victoires que nous obtenons, c'est la population tout entière qui reprend confiance en la force « du peuple ». Il faut donc continuer à se mobiliser et à encourager d'autres à se mobiliser pour être un vrai frein au néolibéralisme et aux inégalités injustes entre les citoyens.

Bien sûr, ce chemin est pavé d'embûches : « Bien des instances et dispositions supranationales contraignent ou tendent de contraindre les mouvements citoyens »¹⁵. Le chemin ne sera constructif que s'il s'inscrit clairement dans une perspective démocratique – sachant, comme le rappelle Olivier Starquit, que « la démocratie n'existe pas : elle se construit, s'acquiert et se protège et, à côté des organes existants qu'il faut occuper (*Occupy*), toute une réflexion et des actions doivent être mises en œuvre pour se la réapproprier et pour œuvrer à son réenchâtement »¹⁶.

1. <http://www.referenc.es.be/carriere/le-belge-moyen-possede-165300-euros>
2. <http://www.dites33.be/Actu/article/La-fortune-des-Belges-a-atteint-un>
3. <http://www.nbb.be/belgostat/PresentationLinker?TableId=656000098&Lang=F>
4. <http://www.lesoir.be/170961/article/actualite/fil-info/2013-01-24/plus-d%E2%80%99une-personne-sur-sept-vit-sous-seuil-pauvre%C3%A9-en-belgique>
5. <http://sites-test.uclouvain.be/econ/Regards/Archives/RE038.pdf>
6. www.mi-is.be/be-fr
7. Ancien chef économiste du Fonds monétaire international entre 2001 et 2003.
8. Observatoire santé social Bruxelles : <http://www.observatbru.be/documents/graphics/projets/adel-f-obss-2012.pdf>
9. Mackenbach, Johan P, Irina Stirbu, Albert-Jan R Roskam, Maartje M Schaap, Gwenn Menvielle, Mall Leinsalu, et Anton E Kunst. « Socioeconomic inequalities in health in 22 European countries ». *The New England journal of medicine* 358, n° 23 (5 juin 2008) : 2468-2481.
- Marmot, Michael, Jessica Allen, Ruth Bell, Ellen Bloomer, et Peter Goldblatt. « WHO European review of social determinants of health and the health divide ». *Lancet* 380, no 9846 (15 septembre 2012) : 1011-1029.
10. Voir à ce sujet l'article de Jean-Marie Harribey, « Protection sociale et mode de développement », *Santé conjugulée* n° 57, juillet 2011, « La face cachée du changement ».
11. Titre d'un article d'Axel Hoffman dans le n° 57 de *Santé conjugulée*, juillet 2011, « La face cachée du changement ».
12. Gaëlle Chapoix, *La théorie de la transition comme éclairage pour les alternatives*, *Santé conjugulée* n° 57, juillet 2011, « La face cachée du changement ».
13. <http://www.newb.coop/fr/>
14. <http://www.roosevelt2012.be/site/index.php>
15. Gaëlle Chapoix, Axel Hoffman, introduction à l'article d'Olivier Starquit, « Capitalisme, santé et démocratie : Sainte-Trinité ou trio infernal ? » *Santé conjugulée* n°62 octobre 2012.
16. Olivier Starquit, « Capitalisme, santé et démocratie : sainte-Trinité ou trio infernal ? », *Santé conjugulée* n°62 octobre 2012.